

Cependant, pour les pays en développement qui sont engagés dans un programme de développement orienté vers le commerce, la question fondamentale est celle de l'accès aux marchés. Dans cette perspective, fait-on valoir, l'ordre du jour complexe qui est ressorti de Doha éloigne l'OMC des questions commerciales; elle doit donc résolument y revenir pour que la ronde lancée à Doha soit centrée sur le développement, comme on l'a annoncé.

L'Union européenne a donné une impulsion à la question de l'accès aux marchés au cours de la période qui a précédé la tenue des rencontres de Doha par son initiative « Tout sauf des armes », qui promettait l'accès en franchise de contingents et de droits tarifaires à tous les produits des pays en développement (quoique, pour de nombreux pays en développement, il aurait été plus juste d'appeler cette initiative « Tout sauf les fermes », puisque le programme de soutien agricole de l'Union européenne, y compris les subventions à l'exportation des produits agricoles, n'y était pas inclus).

Les États-Unis, pour leur part, ont grandement facilité le lancement des négociations en montrant des signes d'ouverture, comme nous l'avons noté précédemment, sur certains des grands dossiers qui préoccupent les pays en développement : une démonstration de souplesse sur la question des ADPIC en dépit des pressions exercées par divers groupes d'intérêts nationaux, dont l'industrie pharmaceutique, et le risque pris en ouvrant des négociations sur les droits antidumping dans le cadre de cette ronde. Par contre, il n'y a pas eu de dégel évident sur la question des textiles et du vêtement, l'un des principaux enjeux liés à l'accès aux marchés.

La dynamique observée lors des rencontres de Doha, où les pays industrialisés ont mis l'accent sur l'aide technique et le renforcement des capacités, tandis que la plupart des pays en développement orientés vers le commerce ont insisté sur l'ouverture des marchés, soulève l'importante question de savoir comment le Cycle de Doha doit se conclure. Comme on l'a signalé, après un certain nombre d'années d'expérience au sein de l'OMC, les pays en développement « connaissent maintenant les rouages du commerce » et sont conscients de